



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service d'Information
du Gouvernement**

Le Directeur

Paris, le **22 JUIN 2026**

Objet : Information au sujet du renouvellement de l'accord-cadre interministériel relatif au conseil et achat média

Chère candidate, cher candidat,

Le Service d'information du Gouvernement (SIG) renouvelle le marché interministériel dédié au conseil et à l'achat média, sur les quatre (4) prochaines années. Ces prestations recouvrent le conseil, l'achat et la gestion d'espaces médias, la mesure et le pilotage de la performance des campagnes sur l'ensemble des médias existants et les médias futurs. Je tenais, par la présente, à vous remercier pour l'intérêt que vous portez à ce sujet et souligner l'importance que revêt le marché de conseil et achat média pour les communicants de l'Etat dans une période de profonde transformation de la fonction communication au sein de l'Etat.

À l'occasion du renouvellement de l'accord-cadre en 2022, nous avons déjà souligné les évolutions importantes observées, aussi bien au niveau des métiers et des pratiques des communicants de l'Etat, que de « l'écosystème médias » avec lequel nous opérons. C'est ainsi que, pour prendre en compte ces évolutions, le SIG a consolidé certaines pratiques, dans la philosophie de cet accord-cadre qui se termine. Aujourd'hui, ces process sont devenus des paradigmes essentiels au fonctionnement du prochain accord-cadre.

Cette orientation s'est traduite notamment par la mise en place d'engagements de productivité média (EPM), combinant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs, ainsi que par l'introduction d'un mécanisme de bonus-malus visant à instaurer un partenariat équilibré et incitatif. Ces principes, désormais ancrés dans notre fonctionnement, seront renforcés et approfondis dans ce nouvel accord-cadre. Nous recherchons ainsi un partenaire capable de nous accompagner dans cette dynamique, en alliant rigueur opérationnelle et innovation stratégique.

Les Bénéficiaires de l'accord-cadre, qui sont les principaux annonceurs de l'Etat, doivent aligner leurs pratiques sur les meilleurs standards du secteur publicitaire, saisir toutes les opportunités offertes par le digital et également innover pour être prescripteurs en la matière.

Il est également important de rappeler que l'Etat est un annonceur singulier, composé d'une diversité d'acteurs publics aux profils, besoins et moyens hétérogènes. Cette spécificité nécessite une égalité stricte de traitement entre les Bénéficiaires, tout en exigeant une transversalité renforcée pour garantir la cohérence et l'efficacité des actions menées.

Le titulaire retenu devra donc faire preuve d'agilité, en s'impliquant activement dans l'animation du réseau des communicants publics et dans sa professionnalisation. Son rôle sera non seulement d'optimiser les achats médias, mais aussi de fédérer les énergies, de stimuler l'émulation collective et de contribuer à l'émergence d'une culture commune au service de la puissance de « l'État annonceur ».

Ainsi, s'il nous fallait dresser le « portrait idéal » du futur titulaire du marché, celui-ci serait un partenaire intégrateur, capable de mobiliser l'ensemble des expertises nécessaires pour offrir un conseil sur-mesure adapté aux spécificités du secteur public. Nous attendons de lui qu'il anticipe les tendances, qu'il propose des solutions audacieuses et qu'il collabore étroitement avec les agences créatives de l'Etat. Il devra concevoir des activations personnalisées, répondant aux objectifs précis de chaque campagne, tout en veillant à renforcer l'identification de l'émetteur État et à susciter l'adhésion des citoyens.

25/05/2024

Enfin, l'Etat s'est engagé dans un processus de transformation de sa communication. Le SIG, pôle unique des achats de communication, est engagé dans cette transformation et entend fournir aux différentes administrations de l'État ou de leurs opérateurs, notamment par le biais de cet accord-cadre, un outil et des prestations de communication optimisés.

Par ailleurs, la feuille de route de la communication de l'État 2026 / 2027 vise à mobiliser l'ensemble des communicants autour d'un objectif commun : rapprocher les citoyens de l'action publique, améliorer leur compréhension des politiques publiques et renforcer la confiance démocratique.

Elle affirme le rôle stratégique de l'évaluation de la communication, afin de mesurer concrètement son efficacité et sa valeur ajoutée.

Trois objectifs structurent désormais l'action des communicants publics :

1. **L'attribution** : permettre aux citoyens d'identifier clairement l'État comme acteur des politiques publiques, y compris lorsqu'elles sont mises en œuvre par des opérateurs ou partenaires ;
2. **La compréhension** : aider les citoyens à comprendre les objectifs, les enjeux et les résultats concrets des politiques publiques dans leur quotidien ;
3. **La mémorisation** : favoriser une appropriation durable de l'action publique par les citoyens, grâce à une communication identifiée et comprise.

Pour atteindre ces objectifs, chaque dispositif de communication doit s'appuyer sur quatre leviers : Renforcer la notoriété des politiques publiques ; Développer le sentiment d'impact personnel ; Démontrer l'utilité concrète des mesures ; Illustrer leur application et leurs résultats sur le terrain.

Ces indicateurs viennent compléter les finalités traditionnelles de la communication publique : informer et sensibiliser, faire évoluer les comportements et soutenir le recrutement.

Pour toutes ces raisons, les critères d'évaluation des offres ont été conçus pour privilégier l'excellence technique, qui représente 70 % de la note globale. La procédure avec négociation permettra d'échanger avec les candidats admis à présenter une offre, d'affiner leurs propositions et de sélectionner celle qui répondra le mieux aux exigences élevées du cahier des charges.

Nous sommes convaincus que ce marché, par son ambition et son caractère innovant, saura mobiliser vos meilleurs talents. Les candidatures puis les offres que vous nous soumettrez seront examinées avec la plus grande attention, dans l'attente de solutions créatives, performantes et alignées sur les enjeux de la communication de l'Etat.

Michael NATHAN



Directeur du Service d'information
du Gouvernement

*Il sera par avance pour votre contribution
et vos contributions.*

*Au plaisir de vous rencontrer dans le
cadre de la procédure.*